

MACRI-MACRON, même combat, mêmes méthodes !

A Buenos Aires, dans des conditions que des député.e.s d'opposition dénoncent comme caractérisant une extorsion, le président Macri a réussi à faire adopter par l'Assemblée, mardi 19 décembre au petit matin, après plus de douze heures de débat, une sévère contre-réforme du système de calcul des retraites, qui repousse aussi l'âge de départ.

Cette contre-réforme reprend des mesures déjà appliquées en France, avec des conséquences catastrophiques. Par exemple, la désindexation des pensions par rapport aux salaires.

Mais il y a tout un angle mort, comme d'habitude.

Ce sont les conséquences pour les femmes de la perte de droits qui permettaient d'accéder à la retraite, depuis 2004, à des personnes qui n'avaient pas suffisamment cotisé : essentiellement des femmes, pour les mêmes raisons qu'en France, mais aussi notamment les employé.e.s domestiques, beaucoup plus nombreuses là-bas. Et dans la foulée, une allocation pour enfant, qui bénéficiait à des femmes modestes (99% des cas), est sérieusement rabotée !

Comme si ces mesures n'étaient pas suffisamment catastrophiques, Macri prépare déjà l'étape suivante, qui va consister à profiter de la soi-disant " trêve " de Noël pour précariser davantage encore le travail.

Le mouvement social ne cesse de croître, ponctué de grèves, rassemblements, concerts de casseroles et de gigantesques manifestations. Mais il se heurte à une répression policière jamais vue depuis la grave crise financière de 2001, qui avait laissé des dizaines de morts dans les rues et contraint le président de la Rua à s'enfuir en hélicoptère du palais présidentiel après seulement deux ans de pouvoir.

Non seulement les forces répressives utilisent les canons à eau, matraques et grenades qui nous sont malheureusement familières en France, mais elles mobilisent aussi des chiens policiers et chargent la foule à moto, tirant de près des balles en caoutchouc: au cours de la seule journée du 18 décembre, des dizaines de personnes ont été arrêtées, d'autres dizaines, blessées, dont 3 éborgnées!

La Fédération CGT des Sociétés d'Etudes tient à exprimer son indignation devant cette répression, et son plein soutien à la juste lutte de nos camarades argentin.e.s.

**Contre les ordonnances et lois Macron, contre les décrets et lois Macri,
solidarité internationale !**

Fédération des Sociétés d'Etudes